



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
20 Décembre 2012, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du
Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	6
Nombre de Conseillers présents	:	20
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	13 Décembre 2012
Date d'affichage du compte-rendu	:	26 Décembre 2012

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN

Absents excusés : M. Marcel FOUQUET, Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, Mme Magali TREMORIN, M. Joël DESVAUX

Absents non excusés : Mme Marylène QUEVERT, M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET

Pouvoirs : M. FOUQUET à M. COCHARD ; Mme HUET à M. HAMELIN ; Mme COLLIN à Mme GIROUX ; M. DENOUAL à M. LARCHER ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; M. DESVAUX à M. BADIGNON

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. François LARCHER, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 12-193) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 12-194) Modification statutaire de la Communauté de Communes – Election d'un 11^e vice-président
 - 12-195) Modification statutaire de la Communauté de Communes – Transfert de la compétence Aménagement numérique du Territoire
 - 12-196) Procès-verbal de mise à disposition de la Piscine de Combourg
 - 12-197) Délégation du Conseil Municipal au Maire
 - 12-198) Arrêt de l'AVAP (Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine)
 - 12-199) Contrats Emplois d'Avenir
 - 12-200) Modification du PLU
 - 12-201) Révision simplifiée du PLU
 - 12-202) Revente des lots 4 et 5 au lotissement Gare/Bel Air – Demande de Monsieur Bruno Charles et Madame Gwénaëlle Chenot
 - 12-203) Numérotage de la rue de Melesse
 - 12-204) Tarifs municipaux – Année 2013
 - 12-205) Receveur Municipal – Indemnité de Conseil – Année 2012
 - 12-206) Admission en non-valeur – Commune
 - 12-207) Mise en place de poteaux d'incendie – Décision modificative n° 4 du budget principal
 - 12-208) Modification des modalités d'encaissement – Régie Bibliothèque
 - 12-209) Convention Commune de Combourg/OGEC - Avenant
 - 12-210) Mise à disposition par la Commune des biens meubles et immeubles au SDE 35
 - 12-211) Rénovation partielle de l'Espace Malouas – Marché complémentaire
 - 12-212) Retrait de l'inventaire de l'ancien véhicule du garde-champêtre
 - 12-213) Dépenses engagées par la Commune pour le multi-accueil Ribambelle
 - 12-214) Participation de la Commune au fonctionnement du service d'accueil de la Petite Enfance
 - 12-215) Sentier littéraire – Demande d'aide financière auprès de la Communauté de Communes
 - 12-216) Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2012 – Programme 2013
 - 12-217) Demande d'acquisition d'une portion de terrain communal au Vert Bocage – Mme Rouvrais
 - 12-218) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Trémorin » - M. et Mme Jubin
 - 12-219) Tarifs du service de l'eau – Exercice 2013
 - 12-220) Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2013
 - 12-221) SPIR – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable – Exercice 2011
 - 12-222) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 12-223) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 12-224) Questions orales
-

12-193) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur François LARCHER, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 14 Novembre 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

12-194) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES – ELECTION D'UN 11^e VICE-PRESIDENT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n°A-122-2012, du 25 octobre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de communes afin d'élire un 11^{ème} vice président dans le domaine de compétence entretien de voirie.

Description du projet :

Suite au vote du transfert de compétence « entretien de voirie » à la Communauté de communes, en séance du conseil le 27 septembre 2012, les vice-présidents en réunion du 4 octobre dernier ont rendu un avis favorable à la désignation d'un 11^{ème} vice-président en charge de l'organisation, la coordination et le suivi de l'entretien de la voirie.

Vu l'article L 5211-10 du CGCT, le président peut subdéléguer la délégation d'attribution qu'il a reçue de l'organe délibérant aux vice-présidents.

Le nombre de vice-présidents est librement déterminé par le conseil communautaire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif de celui-ci.

Le Conseil Communautaire, après délibération, et à l'unanimité des membres présents, décide de :

- PORTER à 11 le nombre de Vice – Présidents ;
- MODIFIER, en conséquence, les statuts de la Communauté de communes Bretagne Romantique ;
- SOLLICITER les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;

- PROCEDER à l'élection du 11^{ème} vice-président conformément aux dispositions prévues par l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- DESIGNER M. André BLANCHARD 11^{ème} vice-président en charge de la compétence entretien de voirie ;
- AUTORISER Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du Conseil Communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;

Vu l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions d'extension de compétences ;

Vu la délibération n°A_122_2012 du conseil communautaire en séance du 25 octobre 2012 ;

DECIDE DE

- **PORTER** à 11 le nombre de Vice – Présidents de la Communauté de communes Bretagne Romantique;
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la Communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **AUTORISER Monsieur le Maire** à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

12-195) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES – TRANSFERT DE LA COMPETENCE AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n°A-120-2012, du 25 octobre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de communes pour le transfert de la compétence aménagement numérique du Territoire.

Modalités et conditions

Les collectivités du pays de Saint-Malo mènent depuis deux ans, une réflexion sur l'aménagement numérique du territoire. Le Syndicat mixte de pays a en effet réalisé un SDAN – Schéma Directeur d'Aménagement Numérique – et mène aujourd'hui une étude d'ingénierie.

Le SDAN officiellement approuvé en juin 2011 a permis aux élus locaux de mesurer l'importance du numérique pour les populations et les territoires. Les élus locaux ont ainsi convenu de la nécessité de raccorder tous les usagers en fibre optique à l'horizon 2030.

Le territoire compte seulement quelques kilomètres de fibre optique. Des milliers de kilomètres de fibres optiques doivent donc être déployées pour raccorder chaque bâti du pays de Saint-Malo. L'étude d'ingénierie en cours doit préciser le tracé du réseau à établir.

Le cadre réglementaire national mis en place impose un partage des déploiements de fibres optiques, entre des opérateurs privés appelés à préciser les zones qu'ils financeront sur leurs fonds propres, et des collectivités territoriales invitées à financer toutes les zones restantes.

Sur le pays de Saint-Malo, France télécom-Orange s'est aujourd'hui engagé en partenariat avec SFR à couvrir en fibre optique tout le territoire de Saint-Malo agglomération à partir de 2015 et d'ici 2020.

Le reste du territoire du pays n'a fait l'objet d'aucun engagement des opérateurs privés. **Des déploiements de fibre optique ne pourront donc intervenir sur ces territoires qu'à l'initiative des collectivités territoriales.**

Contexte

Les collectivités territoriales – Communes, Départements, Régions – sont en effet autorisées dans le cadre de l'article L 1425 .1 du CGCT – Code Général des Collectivités Territoriales – , à établir et exploiter des infrastructures et des réseaux de télécommunications.

Les réflexions engagées par toutes les collectivités territoriales bretonnes dans le cadre du SCORAN – Schéma de Cohérence Régional d'Aménagement Numérique -, ont conclu à la nécessité de concevoir un projet régional fédérant l'ensemble de maîtrises d'ouvrage locales.

Les communes ne constituent pas une échelle suffisante de maîtrise d'ouvrage. Elles ne disposent pas de l'ingénierie nécessaire pour déployer la fibre optique et aucun opérateur ne

serait intéressé pour commercialiser un réseau de télécommunications à une échelle communale.

Les EPCI ont été retenus dans le cadre des réflexions engagées à l'échelle de la Bretagne, comme l'échelle territoriale minimum sur laquelle s'appuieront les différents partenaires financiers, pour mobiliser leurs aides financières au déploiement de la fibre optique.

Plusieurs aides financières ont été mobilisées en Bretagne pour financer une 1^{ère} phase de travaux : 22 M € de FEDER doivent être engagés avant 2014 ; l'Etat et la Région mobiliseront respectivement 66 et 50 M € pour soutenir la réalisation de cette 1^{ère} phase.

Il est à ce jour impossible de connaître les aides financières qui pourront être mobilisées pour financer les phases de travaux ultérieures. C'est pourquoi les collectivités locales du pays de Saint-Malo souhaitent engager un maximum de travaux dans le cadre de cette 1^{ère} phase.

Compte-tenu des positions prises par les pouvoirs publics bretons, **les EPCI doivent bénéficier d'un transfert rapide de la compétence d'aménagement numérique (L 1425.1 du CGCT) pour pouvoir bénéficier des aides financières mises en place.**

Contenu

La compétence d'aménagement numérique (L 1425.1 du CGCT) recouvre 4 activités liées à la fourniture au public de services de télécommunications. Il s'agit de l'établissement et :

- 1) la mise à disposition d'infrastructures passives (exemple : location de fourreaux),
- 2) la mise à disposition de réseaux (exemple : location de fibre optique),
- 3) l'exploitation de réseaux (exemple : location de bande passante),
- 4) la fourniture de services (exemple : vente d'abonnement Internet).

Cette compétence ne concerne donc pas les actions engagées pour les besoins propres de la collectivité, qu'il s'agisse de services (exemple : accès Internet d'une mairie) ou de réseaux (exemple : réseau de fibre optique de / pour la Ville de Saint-Malo).

Cette compétence ne concerne également pas les compétences dites « accessoires » relatives à la pose d'infrastructures passives lors de la réalisation de travaux liés aux réseaux d'électricité (L 2224-36 du CGCT), d'eau potable ou d'assainissement (L 2224-11-6 du CGCT).

Les consultations et recherches effectuées dans le cadre de l'élaboration du SDAN et de la phase 1 de l'étude d'ingénierie du pays ont montré :

- qu'aucun EPCI n'avait la compétence d'aménagement numérique (L 1425.1 du CGCT),
- qu'aucune infrastructure / réseau public de télécommunications n'avait été identifiée.

Un transfert de la compétence d'aménagement numérique (L 1425.1 du CGCT) ne s'accompagnerait donc d'aucun transfert de charges, de biens ou de services. La propriété de l'ensemble des infrastructures existantes restera inchangée.

Les communes pourront toujours à l'issue du transfert de compétences d'aménagement numérique (L 1425.1 du CGCT), continuer à poser des infrastructures passives dont elles seront naturellement propriétaires, dans le cadre de leurs différents projets d'aménagement.
Le transfert de la compétence d'aménagement numérique (L 1425.1 du CGCT) n'interdira pas aux communes de poser des infrastructures passives mais permettra aux EPCI d'établir et d'exploiter des infrastructures et réseaux de télécommunications.

Le conseil communautaire, après délibération, et à l'unanimité des membres présents, décide de :

- **VOTER le transfert** à la Communauté de communes **de la compétence aménagement numérique du territoire** telle que définie à l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales, c'est-à-dire à travers l'intérêt communautaire :
 - l'établissement et l'exploitation des infrastructures et des réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L. 32 du Code des postes et communications électroniques ;
 - l'acquisition des droits d'usage à cette fin et l'achat des infrastructures ou réseaux existants ;
 - la mise à disposition de telles infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants ;
 - la fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finals, dans les conditions prévues par l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la Communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du conseil communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;

Vu l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions d'extension de compétences ;

Vu la délibération n°A_120_2012 du conseil communautaire en séance du 25 octobre 2012 ;

DECIDE DE

- **APPROUVER** les modifications des statuts de la Communauté de communes Bretagne romantique à travers **le transfert de la compétence aménagement numérique du territoire** à la Communauté de communes telle que définie à l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales, c'est-à-dire à travers l'intérêt communautaire suivant :
 - l'établissement et l'exploitation des infrastructures et des réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L. 32 du Code des postes et communications électroniques ;
 - l'acquisition des droits d'usage à cette fin et l'achat des infrastructures ou réseaux existants ;
 - la mise à disposition de telles infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants ;
 - la fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finals, dans les conditions prévues par l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.
- **AUTORISER Monsieur le Maire** à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

12-196) PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE LA PISCINE DE COMBOURG

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la piscine est actuellement propriété de la Ville de Combours. Elle a été mise à disposition du SIGeP, à titre gratuit, à travers une convention de mise à disposition consentie par délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2002.

Compte tenu du transfert de compétence de la piscine à la Communauté de Communes Bretagne Romantique et de la dissolution du SIGeP, ce bâtiment devra être mis à la disposition, par la Commune, à la Communauté de Communes.

En application des articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de l'EPCI et la Collectivité.

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal de sa rencontre avec le Président de la Communauté de Communes qui s'est engagé, à partir de 2014, à diminuer sensiblement la contribution de la Commune de Combours dans le cadre du transfert de charges.

D'autre part, il indique qu'en concertation avec la Communauté de Communes, un projet de procès-verbal de mise à disposition de la piscine a été établi, puis il en donne lecture et le soumet à l'approbation du Conseil Municipal

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- De donner pouvoir au Maire pour prendre toute décision liée à ce dossier
- D'approuver le procès-verbal de mise à disposition de la piscine municipale de Combours tel que présenté
- D'autoriser le Maire à le signer

12-197) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008, celui-ci a donné délégation au Maire au titre du 4^e alinéa de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir : *« de prendre toute décision concernant la préparation, la passation et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial à 5 % lorsque les crédits sont inscrits au budget »*.

Or, cet article a été modifié par la loi n° 2009-179 du 17 Février 2009, article 10, qui précise que le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être chargé **de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget**.

Cette loi a donc supprimé les notions *« d'un montant inférieur à un seuil défini par décret »* et *« qui n'entraînent pas une augmentation du contrat initial supérieur à 5 % »*.

En conséquence, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de :

- modifier la délégation prise au titre du 4^e alinéa de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, en application de la loi n° 2009-179 du 17 Février 2009, article 10, qui précise que le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être chargé de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

étant précisé que cette délégation est limitée aux marchés passés selon la procédure adaptée – MAPA (article 28 du Code des Marchés Publics) et à leurs avenants.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-198) ARRET DE L'AVAP (AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE) :

Rapporteur : Monsieur LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 08 février 2012, le dossier d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine a été étudié par l'instance consultative dont la composition a été déterminée par le Conseil Municipal en date du 30 mai 2012.

La commune de Combours qui avait engagé une étude de Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) en mars 2009 avant la publication de la loi, s'est vue contrainte d'engager une étude en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P.) en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (article 28) portant « engagement national pour l'environnement » dite Grenelle II, en intégrant les préoccupations environnementales, tout en suivant le schéma proposé avec l'Architecte des Bâtiments de France, pour la suite de la procédure.

Le bureau d'études, (cabinet G.H.E.C.O.), a présenté pour information en conseil municipal du 14 novembre dernier le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine à partir des éléments suivants :

- Une synthèse du diagnostic avec un rappel des éléments constitutifs du patrimoine historique, architectural, urbain, naturel et paysager de Combours justifiant la mise en place d'une AVAP,
- La portée législative et réglementaire de l'AVAP,
- Le périmètre proposé,
- Les orientations réglementaires comprenant notamment l'exposé des règles relatives à :
 - o la qualité architecturale des constructions nouvelles
 - o la conservation et à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels et urbains
 - o l'intégration architecturale et à l'insertion paysagère des constructions, ouvrages,... visant à l'exploitation des énergies renouvelables ou aux économies d'énergie,
- Le fonctionnement de la commission locale AVAP,

- Le calendrier de la procédure AVAP.

Les modalités de concertation définies par délibération du 30 mai 2012 ont été appliquées comme suit :

- Des publications d'articles ont été insérées:

- sur le site internet de la ville
- dans bulletin municipal n°19 d'octobre 2012
- dans la presse :
 - ♦ le pays malouin du 22 novembre 2012, 29 novembre et 6 décembre 2012.
 - ♦ ouest France : les 1-2 décembre, le 3 décembre et le 7 décembre 2012

- Une réunion publique de concertation a eu lieu le mercredi 12 décembre 2012 à 20 h 00 en mairie, salle du conseil municipal. Cette réunion publique avait fait l'objet de publicité nominative auprès des professionnels (agents immobiliers, notaires, et artisans et maître d'œuvre locaux), d'un affichage dans les commerces et établissements publics de la commune.

- un registre de concertation a été mis à disposition de la population à la mairie. Aucune remarque n'y a été consignée.

Le bilan de concertation avec le public a été présenté en séance d'où il ressort qu'aucune observation n'a été formulée

Il est précisé que :

- Le dossier AVAP est annexé à la présente délibération. Il comprend :
 - un rapport de présentation des objectifs de l'Aire
 - un diagnostic,
 - un document graphique,
 - un règlement,
- Ce dossier devra être soumis à l'avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) en mars 2013
- Il sera ensuite soumis à enquête publique avant l'été 2013.

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- de prendre acte du bilan de concertation préalable à la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)

- d'arrêter le projet de la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) tel que présenté dans le dossier annexé à la présente délibération.

12-199) CONTRATS EMPLOI D'AVENIR

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal du nouveau dispositif relatif aux contrats emploi d'avenir s'appliquant aux Collectivités Territoriales dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Il s'agit d'un **nouveau type de « contrat aidé »**. (Les autres contrats aidés, de type « CUI-CAE » ne sont pas modifiés)

- Les **bénéficiaires** :

Jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans reconnus travailleurs handicapés) sans emploi au moment de la signature du contrat :

1) Soit sans diplôme (obtenu)

2) Soit peu qualifiés détenant un BEP ou CAP

Et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi

Et totalisant une durée de 6 mois au moins de recherche d'emploi au cours des 12 derniers mois

3) Soit, en priorité, aux jeunes résidant dans les zones urbaines sensibles (ZUS), les zones de revitalisation rurale (ZRR), les DOM, Saint Barthélémy, Saint Martin ou Saint Pierre et Miquelon

Et ayant atteint au plus le niveau BAC + 3 (non obtenu)

Et totalisant 12 mois de recherche d'emploi au cours des 18 derniers mois

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'avoir recours à ce dispositif pour les services de la Commune

- d'autoriser le Maire à :

- Recruter selon ce dispositif
- Signer les conventions à intervenir

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions.

12-200) MODIFICATION DU P.L.U.

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008, le 2 Mars 2011 et le 14 Septembre 2011.

L'instruction des documents d'urbanisme a mis en évidence la nécessité de faire évoluer le PLU de la commune sur différents points tels que :

- Emplacement réservé
- Changement de zonage et les articles s'y référents

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Commune doit procéder à la modification du P.L.U. pour faire évoluer des points réglementaires et graphiques.

Compte tenu de ces éléments, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire :

- à mener cette procédure de modification,
- à procéder au choix d'un cabinet d'études pour élaborer ce dossier

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-201) REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U.

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008, le 02/03/2011, et le 14/09/2011.

Il expose au Conseil Municipal que la Commune doit procéder à une révision simplifiée du P.L.U. au lieu-dit « le Maroc » pour faire évoluer des points réglementaires.

Il est rappelé que le secteur **du « Maroc »**, comprend une zone UAa où l'on peut trouver une entreprise de vente et réparation agricole. La zone se définit au PLU comme « *une zone où doivent trouver place les activités (artisanat, industries) qui sont le complément indispensable des zones d'habitation et qui, compte tenu de leur nature, ne peuvent trouver place au sein de ces dernières* ».

Le secteur du « Maroc » comprend également une zone UL où l'on peut y trouver la déchetterie gérée par le SMICTOM qui envisage une *restructuration*. La zone se définit au PLU comme une « *zone accueillant des équipements de sport ou*

de plein air tels que stade, tennis, salle de sport, salle polyvalente, ainsi que les équipements liés à l'accueil du public (salle de réception...), et les constructions et installations liées à la pratique de ces activités ».

Ces dispositions ne sont ni en cohérence avec les activités qui y sont pratiquées et projetées, ni avec la zone A (agricole) qui jouxte ce secteur.

D'autre part cette zone actuellement UL comprend une marge de 100 m depuis l'axe de la route départementale n°795.

En référence au décret du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation, le Département d'Ille et Vilaine a élaboré un « règlement de la voirie départementale », en décembre 2009, qui permet aux communes d'inscrire dans leurs documents d'urbanisme un recul de 100 mètres pour les constructions à usage d'habitation et de le réduire à 50 mètres pour les autres usages.

L'application de cette dernière disposition permettrait à la commune de répondre aux besoins nouveaux tels que le projet d'installation d'une CUMA.

L'ensemble de ces dispositions étant d'ordre réglementaire et graphique, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur le secteur « le Maroc » conformément aux articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme pour réduire la marge de recul à partir de la route départementale et pour transformer la zone UL en zone UAa.
- de charger la commission urbanisme du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme
- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes : une parution d'articles sur le site internet de la commune
- de donner autorisation au maire pour signer toute convention nécessaire à l'avancement du dossier
- d'inscrire les crédits au budget de la commune, exercice 2013, sous-rubrique article 202 opération 401

Compte tenu de ces éléments, Monsieur HAMELIN propose également au Conseil Municipal d'autoriser le Maire :

- à mener cette procédure de révision simplifiée,
- à procéder au choix d'un cabinet d'études pour élaborer ce dossier.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur le secteur « le Maroc » conformément aux articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme pour réduire la marge de recul à partir de la route départementale et pour transformer la zone UL en zone UAa.
- de charger la commission urbanisme du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme
- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes : une parution d'articles sur le site internet de la commune
- de donner autorisation au maire pour signer toute convention nécessaire à l'avancement du dossier
- d'inscrire les crédits au budget de la commune, exercice 2013, sous-rubrique article 202 opération 401
- d'autoriser le Maire à mener cette procédure de révision simplifiée,
- d'autoriser le Maire à procéder au choix d'un cabinet d'études pour élaborer ce dossier.

La présente délibération sera transmise au préfet du Département d'Ille et Vilaine.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie de Combours durant un mois

12-202) REVENTE DES LOTS 4 ET 5 AU LOTISSEMENT LA GARE/BEL AIR – DEMANDE DE MONSIEUR BRUNO CHARLES ET MADAME GWENAELLE CHENOT

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que Monsieur Bruno Charles et Madame Gwénaëlle CHENOT ont acquis respectivement les lots 5 et 4 au lotissement communal « La Gare/Bel Air », le 25 février 2011.

Les permis de construire ont été accordés en date du 23 février 2011.

Par courriel en date du 4 décembre 2012, Monsieur Bruno Charles et Madame Gwénaëlle CHENOT souhaitent pour raison familiale procéder à la vente de leur habitation.

Dans le cahier des charges du lotissement, il est stipulé à l'article 36 : « ...après l'achèvement de la construction, la revente demeure interdite pendant un délai de cinq ans à compter de la date d'acquisition du terrain. En cas de force majeure, il pourra être dérogé à cette clause avec l'accord du conseil municipal. »

Compte tenu de la situation familiale des ces deux personnes, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'accepter la vente des lots 5 et 4

appartenant respectivement à Monsieur Bruno Charles et Madame Gwénaëlle CHENOT.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- De déroger à la clause précitée du cahier des charges du lotissement communal Gare/Bel Air
- D'autoriser la vente des lots 4 et 5 dudit lotissement.

12-203) NUMÉROTAGE DE LA RUE DE MELESSE

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que plusieurs riverains ont émis le souhait d'une numérotation officielle de la rue de Melesse afin que les différents services (Les Urgences, La Poste, Les Pompiers...) puissent intervenir sans erreur et dans les meilleurs délais.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal de numéroter de la façon suivante :

Numéros Impairs :

Parcelle D n°376 - Mme Marie-Louise BADIGNON	n°05
Parcelle AI n°382 - M. Christian HUET	n°27
Parcelle AI n°243 - M. Claude VILLALARD	n°31
Parcelle AI n°242 - M. Louis PIEL	n°33
Parcelle AI n°163 - M. Roger TREMULOT	n°35
Parcelle AI n°161 - M. Henri NIVOL	n°37
Parcelle AI n°172 - M. Lucien RUELLAN	n°39

Numéros Pairs :

Parcelle AE n°646 - M. Mme Patrick BRAGANTI	n°02
Parcelle AE n°568 - M. Mme Jacques PLEVIN	n°04
Parcelle AE n°667 - M. Patrick RUELLAN	n°06
Parcelle AE n°665 - M. Yann-Gaël PRUDON	n°08
Parcelle AH n°420 - M. Mme Jean-Luc FARARD	n°10
Parcelle Ah n°419 - M. Eric FEVRIER	n°12
Parcelle AH n°329 - M. Christophe PETOIN	n°14
Parcelle AH n°214 - M. Yves ORY	n°16
Parcelle AH n°103 - M. René DAUVERGNE	n°18
Parcelle AH n°347 - M. Mme Patrick LENORMAND	n°20
Parcelle AH n°449 - M. Serge COBAC	n°22
Parcelle AI n°140 - M. Jean Michel GAUTIER	n°24
Parcelle AI n°139 - M. Michel PELLIEUX	n°26

Les plaques de numéros seront distribuées aux propriétaires concernés dans les meilleurs délais.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-204) TARIFS MUNICIPAUX - ANNEE 2013.

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite des travaux de la commission finances en date du 28 novembre 2012, il sera proposé au Conseil Municipal d'approuver les tarifs municipaux suivants qui prendront effet au 1^{er} janvier 2013 :

A) DROITS DE PLACE

	2012	2013
1) Marchés hebdomadaires et ventes hors jours de marché : étalage avec ou sans banc, couvert ou non couvert, sur rue, trottoir, place, etc., voitures d'exposition, de vente ou de démonstration, machine et matériel agricole <ul style="list-style-type: none">• Le mètre linéaire	0.75 €	0.80 €
2) Assemblées et foires : Mi-Mai, Angevine Mi-décembre, étalage, voitures de vente, matériel agricole comme ci-dessus, couvert ou non couvert <ul style="list-style-type: none">• Le mètre linéaire	1.05 €	1.10 €
3) Débits de boissons (Utilisation en "superficie") <ul style="list-style-type: none">• Le mètre carré	1.05 €	1.10 €
4) Rôtisseur <ul style="list-style-type: none">• Le mètre linéaire	1.05 €	1.10 €
5) Attraction foraine (Utilisation de "face") <ul style="list-style-type: none">• Le mètre linéaire	1.05 €	1.10 €
6) Métiers, Manèges, cirques (Utilisation en "superficie") <ul style="list-style-type: none">• Le mètre carré	1.05 €	1.10 €
7) Marchand forain hors marché (Cf délibération n° 94-99 en date du 23 Novembre 1994) <ul style="list-style-type: none">• Forfait mensuel	12.10 €	12.40€
8) Abonnement : Pour mémoire (article 34 de l'arrêté municipal n° 09-191 du 22 juin 2009 portant réglementation du marché - délibération n° 97-119 du 30 Juin 1997 : réduction de 15 % sur le tarif classique)	0.63 €	0.68 €
9) Branchement électrique bornes du marché Soit abonnement au trimestre	2.55 € 33.05 €	2.55 € 33.05€

Avec pour les attractions foraines, manèges et cirques la perception d'un forfait minimal (49,20 euros en 2012) **50 euros** et versement d'une caution de 50 % du coût prévisionnel lors de l'inscription des commerçants et industriels forains avec un minimum de perception de (24,60 euros en 2012) **25 euros**. Cette somme sera conservée en cas de défection et considérée comme acompte sur le prix à payer dans le cas d'une participation réelle. La réservation d'un emplacement ne sera effective qu'après le paiement de cette caution.

En ce qui concerne la foire de la Mi-mai, se reporter à la délibération n° 94-65 en date du 16 Juin 1994.

B) DROITS DE VOIRIE

En ce qui concerne les droits de voirie et l'occupation des trottoirs, l'autorisation ne pourra être accordée par la Municipalité qu'à la condition qu'un espace minimum de 0,90 m puisse être laissé à la circulation piétonne entre l'étal et la bordure du trottoir.

	2012	2013
• Terrasse couverte	12.42 €	12.73 €
• Terrasse non couverte, trottoir, chevalet, présentoir etc.	6.22 €	6.53 €

Pour l'application de ce tarif, toute surface sollicitée et autorisée sera arrondie au m2 supérieur (exemples : 0, 40 m2 ==> 1 m2 et 2,60m2 ==> 3 m2, etc)

C) LOCATION DE SALLES

1) BOULEVARD DU MAIL

- SALLES DE REUNION

Mise à disposition gracieuse aux Associations Combourgeoises, pour usage de "réunion" exclusivement.

Ces salles pourront être louées à des associations extérieures à la Ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations Combourgeoises étant prioritaires.

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combourg :

Tarif forfaitaire de **67.60 €** (64.38 € en 2012) (Grande ou petite salle)

2) MAIRIE

Salle d'Honneur (135 M2) -

Pas de location mais mise à disposition limitée

3) ESPACE MALOUAS

Le contrat de location mis en place en 2011 permet de finaliser les conditions d'utilisation de l'espace Malouas.

En cas de dégradation, la caution sera encaissée par le Receveur Municipal et l'éventuel remboursement partiel n'interviendra qu'une fois connu le montant des réparations si celui-ci est inférieur au montant de ladite caution.

En cas de carence de nettoyage lors de la location des salles, les heures de ménage nécessaires seront appliquées de la façon suivante :

	2012	2013
Tarif Horaire	24.10 €	24.70 €

Les conditions de location figureront sur les formulaires de demande de location.

Les jetons de chauffage seront vendus aux responsables des associations utilisatrices.

	2012	2013
Jetons de chauffage pour une demi-heure (salle moquette)	2.04 €	2.04 €

A) SALLE DE REUNION EN PARQUET (320 m²) et PATIO:

a) Cas particuliers :

- Personnel municipal :

Mise à disposition gracieuse aux employés communaux à l'occasion de leur mariage.

- Associations combourgeoises :

Pour la première utilisation annuelle (spectacle, bal ou autre manifestation) la location est gratuite, toutefois le forfait chauffage sera facturé à l'association et le versement de la **caution de 388 Euros** sera réclamé dans les mêmes conditions que pour tout autre utilisateur.

b) Tarifs classiques pour les autres utilisations

Congrès, mariages, Assemblées générales, colloques etc.

1ère journée

- sans repas :

	2012	2013
Commune	189.44 €	199 €
Hors Commune	270.38 €	284 €

- avec repas "FROID":

	2012	2013
Commune	226.24 €	238 €
Hors Commune	388.11 €	408 €

- avec repas "CHAUD":

	2012	2013
Commune	321.89 €	338 €
Hors Commune	469.03 €	492€

2ème journée :

- sans repas :

	2012	2013
Commune	93.80 €	98 €
Hors Commune	141.64 €	149 €

- avec repas "FROID":

	2012	2013
Commune	115.88 €	122 €
Hors Commune	187.60 €	197 €

- avec repas "CHAUD":

	2012	2013
Commune	174.74 €	183 €
Hors Commune	235.42 €	247 €

Bals avec entrées payantes :

	2012	2013
Commune	390.03 €	410 €
Hors Commune	586.75 €	616 €

Spectacles, défilés de mode :

	2012	2013
Commune	299.83 €	315 €
Hors Commune	704.48 €	740 €

Forfait Chauffage pour salle parquet et (ou) patio :

-par jour (Commune et hors commune) :

	2012	2013
Salle parquet et patio	86.06 €	87.78 €
Patio	43.03 €	43.89 €

Sonorisation

	2012	2013
Salle parquet	69.89 €	73 €
Patio	69.89 €	73 €

Remplacement vaisselle cassée ou manquante

	2012	2013
Verre	0.70 €	0.74 €
Assiette	3.30 €	3.47 €
Cuillère à café, cuillère, fourchette et couteau	2.06 €	2.16 €

c) tarifs à la demi journée (chauffage compris)

Pour les réunions et les Assemblées Générales (sans repas) :

Pour une occupation le matin, salle libérée pour 13 heures.

Pour une occupation l'après-midi salle libérée pour 18 heures.

Tarifs hiver (de octobre à mars)

	2012	2013
Commune	160.74 €	169 €
Hors Commune	214.32 €	225 €

Tarifs été (de avril à septembre)

	2012	2013
Commune	120.00 €	126 €
Hors Commune	170.00 €	179 €

B) SALLE POLYVALENTE

Bal avec entrées payantes et autres manifestations

	2012	2013
Commune	441.45 €	464 €
Hors Commune	774.39 €	813 €

C) PATIO

Il sera proposé gratuitement (chauffage compris) aux associations combourgeoises en fonction du nombre d'adhérents présents.

Locations sous conditions :

Le patio pourra être loué seul, sans la salle de parquet, pour réunion de travail ou vin d'honneur mais seulement 15 jours avant la date envisagée afin de ne pas compromettre la location de la Salle de parquet qui reste prioritaire.

Le tarif ci-après constitue un forfait quelque soit la durée et pour une journée maximum.

	2012	2013
Commune	69.89 €	73 €
Hors Commune	121.41 €	127 €

4) SALLE ECOLE ELEMENTAIRE

La salle de l'école élémentaire sera mise à la disposition des organismes de formation.

Chaque mise à disposition pour stage fera l'objet d'une convention avec l'organisme de formation.

	2012	2013
Tarif par jour d'utilisation	11.03 €	11.03 €

5) LOCAUX DU CENTRE ADMINISTRATIF

	2012	2013
Tarif par demi-journée	5.52 €	5.52 €
Tarif par journée	11.04 €	11.04 €

D) GARDERIE

JOURS SCOLAIRES :

Horaires :

7 h 30 à 8 h 30

16 h 45 à 18 h 00

18 h 00 à 19 h 00

	2012	2013
La demi-heure	0.70 €	0.71 €

Étant précisé que toute demi-heure commencée est due en entier.

En cas de retard des parents (après 19 heures)	La demi heure	15.00 €	15.00 €
--	---------------	---------	---------

GOUTER :

Les enfants qui seront présents aux garderies bénéficieront d'un goûter

	2012	2013
Prix du goûter	0.90 €	0.91 €

E) TARIFS A.L.S.H. (Accueil de Loisirs Sans Hébergement)

	2012	2013
Tarif repas	4.01 €	4.11 €

Quotient familiaux :

Moins de 749 €

	2012	2013
La journée	7.29 €	7.47 €
La demi-journée	4.88 €	5 €

De 750 à 949 €

	2012	2013
La journée	7.80 €	8 €
La demi-journée	5.24 €	5.37 €

De 950 à 1 249 €

	2012	2013
La journée	8.85 €	9.07 €
La demi-journée	5.93 €	6.08 €

Plus de 1 249 €

	2012	2013
La journée	9.26 €	9.49 €
La demi-journée	6.20 €	6.36 €

Tarifs hors commune

	2012	2013
La journée	9.26 €	9.49 €
La demi-journée	6.20 €	6.36 €

F) LOCATION DE MATERIEL

	2012	2013
Grand ou petit podium – Tribunes (Tarif Unique) (Transport, montage, démontage compris)	428.57 €	428.57 €

La location des podiums et tribunes est limitée aux collectivités et associations de la proche région de Combourg (dans un rayon d'environ 15 km), notamment du Canton et de la Communauté de communes - Bretagne Romantique.

Il est précisé que les podiums doivent être montés obligatoirement par le personnel de la Ville qui assure la responsabilité en cas de mauvais montage.

L'accord de location n'entraînera pas obligation de montage.

Les podiums ne seront pas montés si le sol ne présente pas des garanties suffisantes de stabilité ou si le dénivelé est trop important.

Dans le cas où l'équipe de montage jugerait impossible le montage du podium, la responsabilité de la Ville ne pourra pas être recherchée par la collectivité ou l'organisme

ayant sollicité la location. Ces derniers pourront faire appel à leurs frais exclusifs à un organisme agréé pour juger de la qualité du sol.

Toute personne, collectivité ou organisme sollicitant la location d'un podium devra accepter les présentes clauses qui figureront sur les formulaires de demande de location.

	2012	2013
Projecteurs (l'unité)	12.14 €	12.14 €
Mâts (l'unité)	0.52 €	0.52 €
Drapeaux (l'unité)	0.52 €	0.52 €
Balayeuse (tarif horaire avec chauffeur)	123.56 €	124.70 €

G) CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE ET CAVEAU PROVISoire

	2012	2013
Concessions temporaires - 15 ans - (le m²)	60.59 €	62.10 €
Concessions trentenaires (le m²)	119.07 €	122.05 €

- Concessions pour urnes funéraires (pour 0,25 m²) :

	2012	2013
Concessions temporaires – 15 ans -	60.59 €	62.10 €
Concessions trentenaires	119.07 €	122.05 €

- Caveau provisoire :

	2012	2013
1 ^{er} jour	12.37 €	12.68 €
Par jour, du 2 ^{ème} au 6 ^{ème} jour	7.43 €	7.62 €
Forfait pour une semaine (7 jours)	49.57 €	50.81 €
Par jour, à partir du 8 ^{ème} jour	2.14 €	2.19 €

H) COLUMBARIUM

	2012	2013
Dépôt des cendres dans l'espace dédié au souvenir (par urne)	50.00 €	51.25 €
Concession pouvant recevoir 4 urnes		
15 ans	750.00 €	768.75 €
30 ans	1 400.00 €	1 435.00 €

I) TRAVAUX EN REGIE

Travaux réalisés en régie directe par le personnel de la Ville et facturation à la section d'investissement (tarif horaire) et les mises à disposition de personnel pour les autres collectivités, epci, associations...

	2012	2013
L'heure	24.10 €	24.70 €

J) VACATIONS FUNERAIRES

Opérations donnant lieu au versement d'une vacation :

- La surveillance de la fermeture du cercueil, lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt
- La surveillance des opérations de crémation
- La surveillance des opérations d'exhumation, de ré inhumation et de translation de corps.

	2012	2013
Vacation	20 €	20.50 €

K) REPAS DU PERSONNEL

	2012	2013
Repas pris par le personnel au restaurant scolaire ainsi que les AVS, EVS...	4.11 €	4.21 €

L) PARTICIPATION AIRES DE STATIONNEMENT

La participation représentative d'aires de stationnement prévue par l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme mis en place en septembre 1991 (cf. délibération 91-67) sera indexée sur l'indice INSEE du coût de la construction au 1^{er} janvier de chaque année en fonction du dernier indice connu à cette date (2^{ème} trimestre).

	2012	2013
Participation	3 867 €	4 044 €

M) TARIFS MEDIATHEQUE

INSCRIPTION INDIVIDUELLE (POUR UN AN)

L'abonnement sera gratuit pour les résidents de la commune et les hors commune de 0 à 18 ans, sur présentation d'un justificatif de scolarité.

	2011-2012	2013
pour les résidents de la commune	16 €	16.40 €
pour les résidents hors commune	21 €	21.50 €
Tarif réduit pour les résidents de la commune *	8 €	8.20 €
Tarif réduit pour les résidents hors commune *	12 €	12.30 €

*Personnes ayant droit aux tarifs réduits : Bénéficiaires Allocation Adultes Handicapés
Bénéficiaires du Minimum Vieillesse
Bénéficiaires du RSA
Bénéficiaires Allocation Parents Isolés
Demandeurs d'emploi
Etudiants (de 18 à 25 ans)

Sur présentation d'un justificatif

INSCRIPTION POUR LES RESIDENTS TEMPORAIRES

	2011-2012	2013
Résidents temporaires (pour une durée de 6 mois maxi)	8 €	8.20 €
Avec une caution de	50 €	50 €

INSCRIPTIONS COLLECTIVES

L'abonnement sera gratuit pour : Les écoles maternelles de Combourg
Les écoles élémentaires de Combourg
L'institut les Rivières
La Maison des enfants

PHOTOCOPIES

	2011-2012	2013
A4	0.25 €	0.25 €
A3	0.50 €	0.50 €

Les photocopies ne pourront concerner que des documents détenus par la médiathèque et non des documents privés et sont destinées aux personnes dans le cadre de devoirs scolaires, d'études ou de recherches personnelles.

CAUTIONNEMENT

A titre expérimental la caution qui avait été instituée pour l'emprunt des DVD et des CD est suspendue.

CARTES MAGNETIQUES

Chaque renouvellement de cartes magnétique (en cas de perte, vol ...) sera facturé au prix de **2 €**

CONNEXION INTERNET

La connexion internet sera gratuite

REPLACEMENT DES LIVRES, CD ET DVD

En cas de documents endommagés ou non restitués à la médiathèque, ces derniers seront soit remplacés soit facturés à l'abonné au prix d'achat du document.

N) TARIFS CAMPING MUNICIPAL (hors taxe de séjour)

Tarifs par nuitée :

	2012	2013
Tarif adulte	3.27 €	3.37 €
Tarif enfant (de 0 à 2 ans)	gratuit	gratuit
Tarif enfant (de 2 à 12 ans)	2.01 €	2.07 €

Tarifs emplacements

	2012	2013
Tente	2.01 €	2.07 €
Caravane	2.32 €	2.39 €
Voiture	2.01 €	2.07 €
Moto	1.16 €	1.19 €
Camping-Car	2.59 €	2.67 €
Branchement électrique	2.35 €	2.42 €

Garage mort	2.35 €	2.42 €
Tarif groupe *	1.79 €	1.84 €
Animaux	1.05 €	1.08 €

	2012	2013
Tarif jeton machine à laver (lessive comprise)	4.48 €	4.61 €
Tarif jeton borne vidange camping-car	2.00 €	2.00 €

* Le tarif « groupe » : prix par personne et par nuitée ne pourra être accordé qu'à la condition que la demande concerne au minimum 10 personnes.

Il sera demandé une caution de 50 € au moment de la remise du pass permettant d'ouvrir la barrière du camping.

Toute réservation faite pour le camping sera assortie du versement d'arrhes correspondant à 10 % du coût du séjour prévu. Les arrhes seront versées par chèque lors de la demande de réservation qui sera transmis au Trésor Public pour encaissement. En cas d'abandon de la réservation, les arrhes resteront acquises à la ville.

Tout emplacement réservé et non occupé dans les 48 heures de la date fixée sera réputé libre et réutilisé.

Location salle du camping (en dehors de la période d'ouverture)

Mise à disposition gracieuse aux associations combourgeoises, pour usage de réunion exclusivement

Cette salle pourra être louée à des associations extérieures à la ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations combourgeoises étant prioritaires,

	2012	2013
Tarif unique de location aux associations extérieures à Combourg	74.89	77.14

En 2010, la commune a signé une convention pour 5 ans avec l'ANCV (Agence Nationale pour les Chèques Vacances) afin d'établir un tarif « bourse solidarité vacances ». (Réduction de 30% sur le prix de base pour les revenus modestes et les personnes handicapées dont le quotient familial est < à 800 € - attestation CAF.

RAPPEL

Tarifs annuel (2012-2013) pour la location de parcelle pour les résidences mobiles de loisirs (délibération n° 12-166 du 3 octobre 2012)

Parcelle < à 168 m²	2 000 €
-------------------------------	----------------

Parcelle entre 169 et 190 m ²	2 200 €
Parcelle > à 190 m ²	2 300 €

Madame BEAUDOUIN fait savoir qu'elle votera contre ces tarifs en raison de son désaccord avec ceux concernant la location de parcelles pour les résidences mobiles (position qu'elle avait déjà prise lors du Conseil Municipal du 30 Octobre 2012).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 25 voix POUR et une voix CONTRE, **ADOpte** l'ensemble de ces tarifs qui prendront **effet au 1^{er} Janvier 2013**.

12-205) RECEVEUR MUNICIPAL –INDEMNITE DE CONSEIL - ANNEE 2012

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal, qu'en vertu de l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux, le Conseil doit prendre une délibération demandant le concours de Receveur Municipal et fixer l'indemnité de celui-ci.

La ville de Combours sollicite chaque année le concours du Receveur Municipal et lui verse cette indemnité pour ses prestations en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

L'indemnité de « Conseil » sollicitée par M. Eric BAILLON, Receveur Municipal, Trésorier de Tinténac, est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et s'élève à 1 019.74 € pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

La Commission, Finances réunie le 28 novembre 2012, propose au Conseil Municipal d'octroyer au Receveur Municipal l'indemnité de Conseil pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 au taux maximum et qui s'élève à 1 019.74 € brut

Cette indemnité est soumise au 1% de solidarité, à la CSG (Contribution Sociale Généralisée) et au RDS (Remboursement de la Dette Sociale).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de suivre l'avis de la Commission Finances et d'octroyer au Receveur Municipal l'indemnité de

Conseil pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 au taux maximum et qui s'élève à 1 019.74 € brut

12-206) ADMISSION EN « NON VALEUR » - COMMUNE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par courriers en date du 6 novembre 2012, le Receveur Municipal a fait savoir que des titres émis en 2009, 2010 et 2011 restent en solde dans les comptes de la commune, la créance concerne :

- Un titre émis pour un montant de **18.61€** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **187.95 €** (concernant des droits de voirie)
- Un titre émis pour un montant de **12.61 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **41.61 €** (concernant des impayés halte-garderie)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des titres irrécouvrables transmis par Monsieur le Trésorier de TINTENIAC pour lesquels il a été demandé l'admission en non-valeur,

La Commission Finances, réunie le 28 novembre 2012, a proposé d'admettre ces titres en non-valeur.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de suivre l'avis de la Commission Finances et d'admettre ces titres en non-valeur.

Cette somme sera réglée sur l'article 6541 de l'exercice en cours.

12-207) MISE EN PLACE DE POTEaux INCENDIE– DECISION MODIFICATIVE N° 4 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'afin de pallier à un manque de sécurité incendie, Avenue de Waldmunchen, Rue Eugène Moniot et au lieu-dit les Friches, il convient de procéder à la pose de poteaux incendie.

La Commission Finances, réunie le 28 novembre 2012, a proposé de prendre la décision modificative suivante :

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
21568/307/113	Pose de poteaux incendie		7 200 €		
020/01	Dépenses imprévues	7 200 €			
TOTAL		7 200 €	7 200 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL		0,00 €		0,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de suivre l'avis de la Commission Finances et de prendre la décision modificative n° 4 telle que présentée.

12-208) MODIFICATION DES MODALITES D'ENCAISSEMENT – REGIE BIBLIOTHEQUE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le paiement par carte bancaire pour la régie de la bibliothèque pour les encaissements supérieurs à 15 €

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** d'autoriser le paiement par carte bancaire pour la régie de la bibliothèque pour les encaissements supérieurs à 15 €

12-209) CONVENTION COMMUNE DE COMBOURG / OGEC - AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 00-55 en date du 02 mai 2000, relative à la participation communale au fonctionnement de l'école privée « Sainte-Anne », le Conseil Municipal a approuvé une convention fixant les conditions de prise en charge par la commune de Combours des dépenses de fonctionnement des classes de l'école maternelle et de l'école élémentaire privées de Combours.

Par courrier en date du 26 octobre dernier, l'OGEC souhaiterait modifier l'article 8 de la convention, par le biais d'un avenant, portant sur les modalités de

versement de la participation communale. Cette dernière est actuellement versée en 3 fois (30 septembre/30 avril/30 juin), l'OGEC sollicite un versement mensuel.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver le projet d'avenant à la convention et d'autoriser M. le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de Madame Maryline LEFOUL qui s'est retirée pour ce vote), ADOPTE ces propositions.

12-210) MISE A DISPOSITION PAR LA COMMUNE DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES AU SDE 35

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle, qu'en application de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'organisation du service public de la distribution d'électricité a été confiée en Ile-et-Vilaine, par arrêté préfectoral en date du 3 novembre 2009, au SDE 35.

En application de l'article L. 5211-5 III du CGCT, qui renvoie à l'article L. 1321-1 du CGCT, le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser, en application de l'article L.2122-21 du CGCT, Monsieur le Maire à signer le procès-verbal.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-211) RENOVATION PARTIELLE DE L'ESPACE MALOUAS – MARCHÉ COMPLEMENTAIRE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°12-106 en date du 4 juillet 2012, le Conseil Municipal a été informé de l'attribution des lots concernant le marché de travaux de «**Rénovation Partielle de l'Espace Malouas** ».

Le lot n°1 - **Menuiseries - Extérieures** - a été attribué à l'entreprise **Grinhard Frères** de Combourg pour un montant 115 820,90 €H.T. soit 138 521, 79 T.T.C.

Durant l'exécution des travaux, les menuiseries des vestiaires, bureau, salle moquette, salle parquet, et façade Ouest du patio ont été remplacées afin d'améliorer le confort thermique du bâtiment. Lors de cette rénovation, il est apparu que les dimensions des portes intérieures des sas n'étaient pas conformes aux normes actuelles permettant de garantir l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Un changement de ces menuiseries intérieures permet aussi d'homogénéiser les couleurs avec les nouvelles menuiseries extérieures.

Par conséquent, Madame GIROUX informe qu'un marché complémentaire a été passé avec l'entreprise Grinhard Frères pour un montant de 14 855,95 € H.T. concernant ces travaux qui ne figuraient pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

12-212) RETRAIT DE L'INVENTAIRE DE L'ANCIEN VEHICULE DU GARDE CHAMPETRE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Par délibération n° 12-173 du 3 octobre 2012, le Conseil Municipal a été informé de l'acquisition d'un véhicule Kangoo Express destiné au Garde-Champêtre de la ville qui a été livré en novembre 2012.

L'ancien véhicule du Garde-Champêtre (véhicule R5 de marque Renault) ne présente plus d'intérêt pour la ville.

Par conséquent, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de donner pouvoir au Maire pour :

- Retirer ce véhicule de l'inventaire communal
- De le confier à la casse de Meillac (LABBE CASSE) pour destruction
- Le soustraire du contrat d'assurance

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-213) DÉPENSES ENGAGÉES PAR LA COMMUNE POUR LE MULTI-ACCUEIL RIBAMBELLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle que, par délibérations n°11-62 du 13 avril 2011 et n° 11-204 du 7 décembre 2011, le Conseil Municipal a décidé de créer un budget annexe « accueil petite enfance » au budget communal afin d'avoir une vision précise de l'activité et des moyens qui y seront consacrés.

Les dépenses d'eau, d'électricité, d'assurances et de personnel concernant le fonctionnement du multi-accueil ont été réglés sur le budget communal. Il convient de les imputer globalement sur le budget annexe « accueil petite enfance ».

A titre d'information ces dépenses se décomposent de la manière suivante :

Charges de personnel	262 000 €
Charges d'électricité	4 908 €
Charges d'eau	1 035 €
Charges d'assurances	651 €
Total	268 594 €

En outre, il est rappelé qu'un loyer que 12 500 € sera versé par le budget annexe « Service d'accueil de la petite enfance » au budget communal.

Ces montants ont fait l'objet d'une imputation budgétaire sur les deux budgets concernés.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder aux écritures comptables correspondant à ces dispositions.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-214) PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°12-183 du 14 novembre 2012, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer un avenant au Contrat enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

Cet avenant définit les montants des participations de chaque partenaire au fonctionnement du service d'accueil de la petite enfance. Le montant de la participation de la commune de Combours pour l'année 2012 est de 66 248 €.

Pour information, il s'agit d'une participation brute avant versement par la CAF du montant défini au Contrat Enfance Jeunesse, fixé à 57 674 € (article 7478) pour l'accueil de la petite enfance en 2012.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le versement de la participation de la commune d'un montant de 66 248 € (article 657364 du budget communal) sur le budget annexe du service d'accueil de la petite enfance (article 74741 du budget annexe).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-215) SENTIER LITTÉRAIRE – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE COMMUNAUTE DE COMMUNES

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal qu'en 2000, un sentier littéraire a été mis en place le long du Lac Tranquille et dans les bois attenants. Ce sentier se caractérise par des panneaux d'interprétation sur lesquels figurent des citations littéraires, des photographies de la faune et de la flore.

Aujourd'hui, ces panneaux en tôle laquée sont devenus illisibles.

Il a donc été envisagé de les remplacer par des panneaux en lave émaillée de même type que ceux ayant été installés en 2001, les textes et photographies figurant sur les anciens panneaux pouvant être repris à l'identique.

La rénovation des panneaux permettrait de conserver la qualité artistique de cette œuvre qui met en valeur le caractère romantique de la ville et les photographies proposées s'intègrent parfaitement avec l'esprit du parcours littéraire développé.

La commission « Action Economique – Tourisme » a émis un avis favorable à ce projet estimé à 16 182.00 euros HT.

Considérant que ce projet s'inscrit pleinement dans une initiative de valorisation et d'interprétation du patrimoine, Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal :

- de donner son accord pour ce projet.
- de solliciter une aide financière auprès de :
 - la Communauté de Communes
 - la Région, au titre des Petites Cités de Caractère

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-216) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2012 - PROGRAMME 2013

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que le Conseil Général a sollicité les communes en vue de recueillir les propositions de travaux pouvant être retenues au titre de la répartition des recettes des amendes de police.

Les opérations susceptibles d'être éligibles sont celles qui répondent à une préoccupation de sécurité routière selon l'ordre de priorité :

1. Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération.
2. Plans de circulation (étude et travaux).
3. Parc de stationnement en dehors des voies de circulation (en site propre).
4. Feux de signalisation aux carrefours.
5. Signalisation des passages piétons, hors renouvellement.
6. Aménagement de sécurité (passages surbaissés pour handicapés, barrières de protection des piétons sur les trottoirs).
7. Aménagements piétonniers protégés le long des voies de circulation
8. Pistes cyclables protégées le long des voies de circulation

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'adopter le programme d'investissement suivant :

- **Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération** : création d'une aire d'arrêt de bus place J.HUBERT

N° Prix	Désignation	U	Q	PU	Montant
Lot 1 tranche 3 N°1	Installation, implantation et recolement	F	1	100	100
Lot 1 tranche 3 N°2-6	Terrassement	m ³	80	4.90	392.00
Lot 1 tranche 3 N°2-9	Fourniture et pose d'un géotextile anti contaminant	m ³	80	0.40	32
Lot 1 tranche 3 N°3-2-6	Fourniture et pose de bordures béton de type T3 pour réalisation de quai de bus Vue 18 cm	ml	45.0	29.50	1 327.50
Lot 1 tranche 3 N°3-3-3	Fourniture enrobé type BBSG 0/6 sur plateau surélevé	m ²	80	20.20	1 616.00
Lot 1 tranche 3 N°7-1	Fourniture et pose d'une clôture treillis soudées métalliques HT 1.50m	ml	60.00	37.00	2 220.00
	TOTAL HT aire de bus				5 687.5
	TOTAL TTC				

- **Parc de stationnement :**

Création d'un parking pour la gare : tranche 1

Sur la tranche 1 : l'emprise des places de stationnement représente au moins 50 % de l'ensemble du projet :

N° Prix	Désignation	U	Q	PU	Montant
Lot 1 Tranche 1 N°1	Installation, implantation et recolement	F	1	2 375.00	2 375.00
Lot 1 Tranche 1 N°2	Terrassements généraux	F	1	22 903.00	22 903.00
Lot 1 Tranche 1 N°3-1-5	Grave bitume pour structure de voirie	T	695	46.90	32 595.50
Lot 1 Tranche 1 N°3-2	Ensemble de bordures et caniveau	F	1	20 553.50	20 553.50
Lot 1 Tranche 1 N°3-3-2	Fourniture, transport et mise en œuvre d'enrobé type BBSG 0/10 sur stationnement	m ³	2830	8.70	24 621.00
Lot 1 Tranche 1 N°3-3-2	Forfait réalisation signalisation horizontale	F	1	2 486.40	2 486.40
Lot 2 Tranche 1	Eclairage du parking	F	1	46660.08	46 660.08

	TOTAL HT aire de stationnement				152 194.48
	TOTAL TTC				182 024.60

- **Signalisation des passages piétons** aux abords de la gare

N° Prix	Désignation	U	Q	PU	Montant
	PASSAGES PIETONS				
Lot 1 Tranche 1 N°9-6	Fourniture et pose dalles podotactiles	ml	20	60	1 200.00
	TOTAL HT PASSAGES PIETONS				1 200.00
	TOTAL TTC PASSAGES PIETONS				1 432.20

- **Aménagements piétonniers protégés le long des voies de circulation** : création d'aménagements piétonniers aux abords de la gare

N° PRIX	Désignation	U	Q	PU	Montant
Lot 1 Tranche 1 N°3-1-3	Fournitures, mise en œuvre, compactage pour allées piétonnes et parvis	T	756	10.60	8 013.60
Lot 1 Tranche 1 N°3-3-3	Fourniture et pose enrobé type BBSG 0/6	m²	525	23.30	12 232.50
Lot 1 Tranche 1 N°3-3-6	Fourniture, transport et mise en œuvre de pavés granit 15*15*8	m²	95.0	86.00	8 170.00
Lot 1 Tranche 1 N°7-1	Réalisation garde corps métallique	ml	17.5	170	2 975.00
Lot 1 Tranche 1 N°7-2	Réalisation garde corps métallique	ml	13	205	2 665.00
Lot 1 Tranche 1 n°9-1	Marquage passage piétons	F	1	532.80	532.80
	TOTAL HT				34 588.90
	TOTAL TTC				41 368.32

- **Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération** : création de pistes cyclables aux abords de la gare

N° Prix	Désignation	U	Q	PU	Montant
	PISTES CYCLABLES				
Lot 1 Tranche 1 N°3-3-3	Fourniture et pose enrobé type BBSG 0/6	m ²	525	23.30	12 232.50
Lot 1 Tranche 1 n°9-1	Marquage pistes cyclable	F	1	532.80	532.80
	TOTAL HT PISTES CYCLABLES				12 765.30
	TOTAL TTC PISTES CYCLABLES				15 267.30

Et de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-217) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE TERRAIN COMMUNAL AU VERT BOCAGE – Madame ROUVRAIS
Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, par courrier en date du 15 mars 2012, Madame Jacqueline ROUVRAIS, propriétaire d'un appartement situé 7 allée du Charme, a demandé l'acquisition d'une portion de terrain, d'environ 22 m², située au droit de sa propriété et appartenant à la Commune.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie le 19 avril 2012, s'est rendue sur place et a émis un avis défavorable.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de suivre l'avis de la commission et d'émettre un avis défavorable à la demande d'acquisition de Madame ROUVRAIS.

**12-218) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL
AU LIEU-DIT « TREMORIN » – DEMANDEUR : M. et Mme JUBIN**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, par courrier en date du 27 septembre 2012, Monsieur et Madame JUBIN domiciliés au lieu-dit « Trémorin », ont demandé l'achat d'une portion de chemin communal situé à l'arrière de leur propriété.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie le 26 novembre 2012, s'est rendue sur place et a émis un avis défavorable à cette demande, considérant que le chemin communal situé à l'arrière de la propriété dessert les parcelles cadastrées section A n° 886 et n° 1487.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de suivre l'avis de la commission et d'émettre un avis défavorable à la demande d'acquisition de Monsieur et Madame JUBIN.

12-219) TARIFS DU SERVICE DE L'EAU – EXERCICE 2013

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'eau, applicables pour l'année 2013.

Suite à la commission cadre de vie et environnement, réunie le 28 novembre 2012, Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter les tarifs pour l'année 2013, qui se décomposeraient alors de la façon suivante :

	Tarifs 2012	Tarifs 2013
Part fixe au semestre H.T.	21.706	21.706
Redevance au M3 H.T.		
De 1 à 200 m3	0.484	0.484
De 201 à 500 m3	0.393	0.393
Plus de 500 m3	0.357	0.357

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-220) TARIFS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – EXERCICE 2013

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'assainissement, applicables pour l'année 2013.

Suite à la commission cadre de vie et environnement, réunie le 28 novembre 2012, Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter les tarifs pour l'année 2013 qui se décomposeraient alors de la façon suivante :

	Tarifs 2012	Tarifs 2013
Part fixe au semestre H.T.	6.927	6.927
Redevance au M3 H.T.	1.141	1.141

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-221) SPIR - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE – EXERCICE 2011

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, conformément à la loi relative au renforcement de la protection de l'environnement, le Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance a transmis à la Commune son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2011.

En application de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport annuel est présenté au Conseil Municipal.

S'agissant d'un rapport d'information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-222) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 26 septembre au 29 octobre 2012** et, à ce titre, ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Etude de sol – Salle de Sports	ECR Environnement St Grégoire GINGER TP – La Mézière GEOSIS – St GR	3 720.00 € 4 460.00 € 3 960.00 €	4 449.12 € 5 334.16 € 4 736.16 €
Voirie 2012/2013 Mission Coordinateur SPS	MDC – St Malo IP CONSEIL - Montgermont SOCOTEC de St Malo VERITAS – Rennes APAVE – Le Rheu	952.00 € 1 000.00 € 1 500.00 € 1 480.00 € 1 552.50 €	1 138.59 € 1 196.00 € 1 794.00 € 1 770.08 € 1 856.79 €
Sondage - Forage	BONNIER FORAGES – La Guerche de Bretagne Aquassys – Dol de Bretagne Claude Lefeuvre - Plérin	2 470.00 € 3 210.00 € 4 330.00 €	2 954.12 € 3 839.16 € 5 178.62 €
Dispositifs Autosurveillance de la Station d'Epuration	ISAE – Combourg SODAE – Betton Cabinet Bourgeois	1 236.14 € 1 340.00 € N'a pas	1 478.42 € 1 602.64 € Répondu

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-223) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 26 novembre 2012 (**DIA n°41**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AC n° 20 et 17 d'une superficie totale de 169 m² et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 03 décembre 2012 (**DIA n°42**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AE n° 215 d'une superficie totale de 280 m² et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 04 décembre 2012 (**DIA n°43**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC n°278 d'une superficie totale de 251 m² et supportant une habitation et un local professionnel
- Décision en date du 4 décembre 2012 (**DIA n°44**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles D n°37 et n°36 d'une superficie totale de 7845 m² en supportant un terrain nu
- Arrêté n° 2012-184 en date du 10 Décembre 2012 acceptant une indemnité de sinistre de 55 190,68 € de la SMACL (sinistre dégât des eaux Maison de l'Enfance)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-224) QUESTIONS ORALES (4^e trimestre)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour, étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 35.

CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 19 DECEMBRE 2012

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- 01) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 02) Modification statutaire de la Communauté de Communes – Election d'un 11^e vice-président
- 03) Modification statutaire de la Communauté de Communes – Transfert de la compétence Aménagement numérique du Territoire
- 04) Procès-verbal de mise à disposition de la Piscine de Combourg
- 05) Délégation du Conseil Municipal au Maire
- 06) Arrêt de l'AVAP (Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine)
- 07) Contrats Emplois d'Avenir
- 08) Modification du PLU
- 09) Révision simplifiée du PLU
- 10) Revente des lots 4 et 5 au lotissement Gare/Bel Air – Demande de Monsieur Bruno Charles et Madame Gwénaëlle Chenot
- 11) Numérotage de la rue de Melesse
- 12) Tarifs municipaux – Année 2013
- 13) Receveur Municipal – Indemnité de Conseil – Année 2012
- 14) Admission en non-valeur – Commune
- 15) Mise en place de poteaux d'incendie – Décision modificative n° 4 du budget principal
- 16) Modification des modalités d'encaissement – Régie Bibliothèque
- 17) Convention Commune de Combourg/OGEC - Avenant
- 18) Mise à disposition par la Commune des biens meubles et immeubles au SDE 35
- 19) Rénovation partielle de l'Espace Malouas – Marché complémentaire
- 20) Retrait de l'inventaire de l'ancien véhicule du garde-champêtre
- 21) Dépenses engagées par la Commune pour le multi-accueil Ribambelle
- 22) Participation de la Commune au fonctionnement du service d'accueil de la Petite Enfance
- 23) Sentier littéraire – Demande d'aide financière auprès de la Communauté de Communes
- 24) Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2012 – Programme 2013
- 25) Demande d'acquisition d'une portion de terrain communal au Vert Bocage – Mme Rouvrais
- 26) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Trémorin » - M. et Mme Jubin
- 27) Tarifs du service de l'eau – Exercice 2013
- 28) Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2013
- 29) SPIR – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable – Exercice 2011
- 30) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 31) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 32) Questions orales

DELIBERATION AVAP (A REPENDRE)

**Pour M-H MOUCHON, prise de délibération après conseil
LE CONSEIL MUNICIPAL DELIBERE**

DELIBERE

1° - Prend acte du bilan de la concertation préalable à la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

2° - Arrête le projet de la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)

3° - Précise que :

a) - cette délibération et le dossier correspondant seront transmis à monsieur le Préfet de la Région

b) - la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois en mairie.